

Ces listes qui s'ouvrent aux citoyens... et aux voix

Cachez ce nom que je ne saurais voir

Les partis traditionnels éveillent-ils la méfiance de l'électeur ?

Oui et ce depuis les années... 70. Le phénomène semble s'accélérer. Les remèdes trouvés par ces partis : changement de dénomination et ouverture aux « citoyens ».

• Albert JALLET

« C'est clair, on gagne plus de voix avec une liste qui ne porte pas le nom d'un parti traditionnel. » Vincent Jacquet est chercheur FNRS (Fonds de la recherche scientifique). Porter le nom d'un parti classique lors des élections communales n'est donc pas, toujours, bénéfique.

Ce mouvement de distanciation pourrait se préciser lors de ces élections communales. L'analyse n'est pas encore finalisée. Une équipe interuniversitaire se penche actuellement sur le sujet. Elle aura un outil de comparaison puisqu'elle a fait l'exercice lors des communales précédentes en 2012. Vincent Jacquet fait partie de ces chercheurs. « On a l'impression que le mouvement s'accroît. »

MÉFIANCE DEPUIS LES ANNÉES 70

Ce mouvement, c'est celui de ne plus

appeler sa liste du nom classique : PS, MR, cdH, Écolo... « Cette méfiance vis-à-vis des partis traditionnels est visible et s'accroît depuis les années 70. Le politique qui se présente au niveau local prend ses distances par rapport aux partis tra-

« Cette méfiance vis-à-vis des partis traditionnels est visible et s'accroît depuis les années 70. Mais les scandales l'ont exacerbée. »

ditionnels. Pourquoi ? Parce que ces derniers semblent plus distants par rapport au quotidien des gens. »

Les scandales comme Publifin ou le Samusocial ne sont pas des déclencheurs ? « Non, cette tendance à la méfiance est plus profonde mais ces scanda-

les l'ont exacerbée. »

Mais attention, ce phénomène d'éviter de s'afficher sous une bannière classique est à géométrie variable selon que l'on soit un candidat des villes ou un candidat des champs. Il sera beaucoup plus marqué dans les communes rurales que dans les communes urbaines et donc de taille plus importante. Parce que dans ces dernières, les enjeux se rapprochent plus des enjeux nationaux, qui sont plus idéologiques.

« Dans les communes rurales, on retrouve moins le clivage gauche-droite. Les gens cherchent plus la figure d'une personne pour avoir une unité derrière elle. C'est une communauté assez homogène. Dans les grandes villes, l'opposition politique est plus traditionnelle gauche-droite. »

L'ATTACHEMENT AU BOURGMESTRE

Ce mouvement pour éviter les sigles

traditionnels se voit d'autant plus quand on a le bourgmestre sortant dans ses rangs. « Les gens ont tendance à voter pour le bourgmestre. Il y a un attachement du citoyen à sa commune et à la personne qui l'incarne, la figure locale. Ici, le bourgmestre. » Là, c'est clair, c'est plus rentable de se présenter sur le voteable Liste du bourgmestre que sous celui de PS, MR, Écolo ou cdH.

Il y a bien entendu ces situations pour le moins cocasses qui arrivent dans certaines communes où l'on se rend compte de cette plus-value. L'électeur se retrouve avec un bulletin de vote où il a le choix entre la Liste du bourgmestre et la... Liste du maire ! Il y en avait un qui sortait de mandat tandis que l'autre était sorti six ans auparavant.

Attention cependant, cette distanciation varie d'un parti à l'autre. Que vous soyez socialiste, réformateur, humaniste ou écolo, vous aurez plus, ou moins, tendance à afficher vos couleurs (lire ci-dessous). ■

QUESTION DE CANDIDATS

L'intégration du citoyen sur les listes : ça rapporte un bonus de 2 à 4 %

C'est un phénomène que l'on remarque très nettement lors de la présentation des listes pour ces élections communales d'octobre : les partis s'ouvrent aux citoyens. À ceux-là qui n'ont pas leur carte de parti. Ces citoyens lambda à qui il faut donner la parole pour montrer que les partis classiques sont bel et bien ouverts.

Car selon l'étude interuniversitaire de 2012, cette ouverture rapporte « un bonus de 2 à 4 % des voix. Ce bonus n'est pas négligeable car l'élection se joue parfois à quelques voix pour décrocher le dernier siège. » Et faire basculer une majorité.

Autre constat intéressant soulevé par les auteurs : « Deux tiers des alliances avec candidats d'ouverture sont des listes d'opposition pour discréditer la gestion politicienne de la majorité

sortante. » Toujours ce spectre de la méfiance des partis traditionnels. Vincent Jacquet (FNRS) explique cependant : « Il faut distinguer plusieurs choses. L'intégration des candidats d'ouverture existe depuis longtemps au niveau communal. Comme placer sur sa liste une figure connue de la commune, active dans le milieu associatif ou sportif, par exemple. »

Mais ce phénomène mute et prend de l'ampleur. « Il faut distinguer l'intégration des candidats qui n'ont pas leur carte et leur participation à la construction du programme. Au niveau de l'intégration, il faut distinguer si la liste place une ou deux personnes, ce qui relève plus du symbolique, ou un plus grand nombre. C'est déjà révélateur. Quant à la construction du

programme, il est intéressant d'observer comment se fait l'intégration d'un maximum de citoyens dans ce processus participatif. Tout en sachant que la notion de groupe citoyen est là aussi une caractéristique plus rurale. »

Avec ces éléments, on peut donc se faire une idée si cette intégration est plus cosmétique que profonde. Avec un bémol avancé par le chercheur Vincent Jacquet : « Il faut aussi relativiser la participation au programme au niveau rural. » Pourquoi ? Tout simplement parce que la marge de manœuvre n'est pas très large et qu'on évolue plus dans le registre de la bonne gestion.

Autre phénomène, la création de listes citoyennes, mais c'est un autre débat.

A. J.

« Alliance pour le futur » : l'appellation idéale ?

S'afficher sous le nom d'un parti traditionnel pourrait donc être une opération risquée. Sauf si les sondages sont bons. Là, certains partis doivent s'interroger. C'est le cas au cdH. Le chercheur FNRS Vincent Jacquet ne veut pas s'avancer : « *Nous n'avons pas les chiffres pour confirmer ou infirmer qu'il y a une tendance à utiliser moins le logo humaniste. Notre travail est toujours en cours.* »

Mais l'étude qui porte sur les listes de 2012 fait sortir des tendances intéressantes au niveau des appellations. Si vous y introduisez des notions comme « alliance-union » ou « changement-futur », vous boostez vos résultats de 4 %, une

référence à la commune est moins porteuse (+3 %), les notions « citoyens-démocratie » ne vous rapportent que 2 %. Par contre, les références à la Belgique ou à la Wallonie dans le nom de votre liste vous envoient valdinguer 6 % plus bas. Les chercheurs, qui ne se limitent pas aux chiffres, précisent tout de suite que ces deux références ont été utilisées dans des villes par des partis situés aux extrêmes du spectre gauche-droite. « *Ces listes n'ont ni bourgmestre dans leur rang, ni ne sortent de majorité absolue, ni ne présentent de mandataires d'autres niveaux de pouvoirs.* » On parle bien des élections communales de 2012.

A.L.

VITE DIT

Accueillant C'est Écolo qui accueille le plus de candidats d'ouverture suivi par le PS, le cdH et puis le MR. Ce sont les Verts qui ont aussi les statuts les plus clairs à ce sujet. Ce qui explique aussi qu'Écolo conserve plus son appellation par rapport aux autres qui traduisent alors leur ouverture par l'ouverture du nom de la liste.

Moins Moins il y a de listes, plus il y a des candidats d'ouverture.

Flash On attend avec impatience la prochaine étude sur les élections communales 2018 et l'analyse des noms des listes. En 2012, les chercheurs ont mis le doigt sur un nom de liste pour le moins interpellant : **Flash McQueen**. C'était à Braine-le-Comte, pour « Fédération Loyale des Affamés Sans Haricots Mais Courageux Quand un Enfant Élégant Naît. »

ÉCOLO et PS : les plus fidèles à leur nom

Les chiffres sont sans appel, c'est du côté d'Écolo qu'on s'affiche le plus Écolo. Est-ce parce que l'appellation est porteuse aux yeux de l'électeur ? Qu'elle n'est pas « encore » versée du côté « traditionnels » ? Qu'elle ne serait pas un repoussoir ? Pas sûr.

« *Il y a un élément plus pragmatique : c'est statutaire. C'est dans les règles de la formation. Les candidats écolos sont plus incités à se présenter sous cette bannière* », explique Vincent Jacquet du FNRS. Même phénomène du côté du parti socialiste. Le travail des chercheurs de l'équipe interuniversitaire révèle qu'aux élections communales de 2012, Écolo a glané 91,8 % de ses

voix sous le label Écolo, le PS 87 %, le cdH 57,4 % et le MR 53,5 %. Des résultats sans appel.

Pour le PS et Écolo, on peut parler aussi d'un ancrage idéologique plus profond. Attention cependant, les listes nationales ne sont pas à jeter à la poubelle, puisqu'en 2012, elles ont quand même capté 60 % des votes émis. Explicable aussi quand on sait que ces

listes se présentent dans les zones urbaines et plus peuplées. Donc ces dénominations classiques ont encore de beaux jours devant elles, surtout en milieu urbain. Il faut savoir aussi qu'en zone rurale, il y a le phénomène de la proximité (lire ci-dessus) mais aussi celui des alliances assez pratiquées par le MR et le cdH.

Douze Le sigle d'une liste est composé au plus de douze lettres et/ou chiffres et au plus de treize signes.

Interdire Un parti peut introduire une demande pour interdire certains sigles ou logo ayant fait l'objet d'une protection comme PRL, PSC, PLPW ou Écolo-Verts, Écolo-V et Verts. Objectifs : diminuer les risques de confusion.

Tribunaux! Le 15 mars, la cour d'appel de Liège a, à la demande de la présidente du Front (devenu Rassemblement) national français, interdit à quiconque d'utiliser en Belgique le nom de Front national, les initiales FN et les flammes tricolores.

L'enquête « Les élections communales de 2012 en Wallonie » par 19 auteurs issus de l'UCL, l'ULB, l'ULg et de l'université de Gand, Vanden Broele Éditions.